

Commission européenne

Publication d'un avis de vacance pour le poste de conseiller/conseillère *hors classe* - représentant(e)
de l'UE pour les PME

(Agent temporaire - grade AD15)

[Engagement d'un agent temporaire au sens de l'article 2, point a), du régime applicable aux autres agents]

COM/2023/20097

Présentation

La Commission européenne est déterminée à prendre des mesures audacieuses en faveur des petites et moyennes entreprises (PME), en reconnaissant le rôle qu'elles jouent dans la réalisation de la transition vers une économie verte, numérique et résiliente, ainsi que la contribution qu'elles apportent à la prospérité à long terme de l'UE.

Dans ce contexte, la Commission a adopté une communication sur un train de mesures d'aide aux PME [COM(2023) 535 final], qui prévoit la désignation d'un(e) représentant(e) spécial(e) de l'UE pour les PME chargé de fournir des orientations et des conseils à la Commission sur les questions relatives aux PME et de défendre les intérêts des PME à l'extérieur.

Poste proposé

Un poste de représentant(e) de l'UE pour les PME, qui rend compte directement à la présidente, ainsi qu'au commissaire chargé du marché intérieur, de toutes les activités liées aux PME menées en collaboration avec les services de la direction générale du marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME (DG GROW), qui apporteront leur soutien aux travaux du/de la représentant(e).

Le/La représentant(e) de l'UE pour les PME présidera le réseau des représentants des PME, un groupe d'experts de haut niveau composé de représentants nationaux des PME avec des organisations professionnelles en tant qu'observateurs, et rendra compte chaque année des résultats obtenus.

En mettant à profit les enseignements fournis par le réseau des représentants des PME, le/la représentant(e) de l'UE pour les PME donnera également des orientations et des conseils à la Commission sur les questions relatives aux PME, contribuant ainsi à rendre la législation de l'Union favorable aux PME et à réduire la charge administrative pesant sur celles-ci.

En outre, le/la représentant(e) participera au programme «Mieux légiférer» de la Commission en prenant part aux auditions du comité d'examen de la réglementation avec les directions générales sur les initiatives qui ont une forte incidence sur les PME. Le/La représentant(e) de l'UE pour les PME défendra également les intérêts des PME à l'extérieur.

Plus précisément, les missions du/de la représentant(e) de l'UE pour les PME concernent:

Réseau des représentants des PME

- a) Le/La représentant(e) de l'UE pour les PME présidera les réunions du réseau des représentants des PME, guidera les travaux du réseau et assurera l'échange de bonnes pratiques en ce qui concerne la protection des intérêts des PME avec les institutions de l'UE et des États membres.

- b) Le/La représentant(e) pour les PME entretiendra des contacts étroits et réguliers avec les PME et leurs associations.

Orientations et conseils sur la politique en faveur des PME

- a) Le/La représentant(e) de l'UE pour les PME promouvra le principe «Penser en priorité aux PME» dans l'ensemble de la Commission européenne et lors de réunions et de conférences hors siège.
- b) Le/La représentant(e) de l'UE pour les PME conseillera la Commission sur les questions liées aux PME, par exemple en ce qui concerne tous les écosystèmes industriels, les questions horizontales liées aux PME et l'évolution des politiques relatives aux PME dans les États membres.
- c) Le/La représentant(e) de l'UE pour les PME fournira des orientations et un contexte sur la manière de mettre en œuvre la politique européenne en faveur des PME et facilitera l'intégration des questions pertinentes pour les PME dans tous les domaines d'action. Il/Elle conseillera la Commission et les colégislateurs sur la manière de soutenir les PME lors de l'introduction progressive de la nouvelle législation.
- d) Le/La représentant(e) de l'UE pour les PME présentera un rapport annuel au collège des commissaires sur des sujets liés aux PME, y compris la question de la conformité et des coûts cumulés, et discutera de ce rapport avec le collège. Sur demande, le/la représentant(e) de l'UE pour les PME présentera des rapports intermédiaires.
- e) En accord avec la présidence du Conseil, le/la représentant(e) de l'UE pour les PME rendra compte chaque année au Conseil «Compétitivité» des travaux du réseau des représentants des PME et mettra le rapport annuel à la disposition des commissions compétentes du Parlement européen.
- f) Le/La représentant(e) de l'UE pour les PME peut participer au groupe de travail sur le respect de l'application des règles du marché unique pour certains points liés aux PME.
- g) Le/La représentant(e) de l'UE pour les PME sera étroitement associé(e) aux travaux de mise à jour de la définition des PME, à l'élaboration d'une définition harmonisée pour les petites entreprises de taille intermédiaire et à l'élaboration de propositions législatives à la lumière de ces définitions nouvelles ou révisées.

Amélioration de la réglementation et réduction de la charge administrative

- h) Le/La représentant(e) de l'UE pour les PME, en collaboration avec le réseau des représentants des PME, filtrera la future législation de l'Union pertinente pour les PME et signalera à la Commission, en collaboration avec les parties prenantes des PME, celle qui mérite une attention particulière du point de vue des PME et un suivi afin de veiller à ce que son incidence sur les PME soit correctement analysée.
- i) Le/La représentant(e) de l'UE pour les PME sera étroitement associé(e) au processus du Semestre européen, notamment en participant aux évaluations de la situation dans les États membres, en ce qui concerne les PME.
- j) Le/La représentant(e) de l'UE pour les PME contribuera à diffuser les «appels à contributions» et les consultations publiques afin d'améliorer le retour d'information des PME et d'encourager les associations nationales de PME à fournir des données pour les analyses d'impact et les évaluations.
- k) Le/La représentant(e) de l'UE pour les PME peut proposer une analyse supplémentaire des incidences sur les PME au cours du processus législatif en cas de modifications substantielles de la proposition qui concernent les PME; une telle proposition sera adressée respectivement au Parlement européen et au Conseil et portée à la connaissance des parties prenantes.
- l) Le/La représentant(e) de l'UE pour les PME contribuera à recenser les thèmes du programme de travail annuel de la plateforme «Prêts pour l'avenir» et les nouveaux défis et possibilités pour les PME, en participant aux réunions de ladite plateforme afin d'aider à recenser la législation existante qui est particulièrement contraignante pour les PME et à proposer à la Commission des solutions conviviales pour faciliter le respect de la législation par les PME.

- m) Le/La représentant(e) de l'UE pour les PME contribuera à la mise en place d'une méthode de mesure des coûts cumulés et des coûts de mise en conformité pour les PME.
- n) Le/La représentant(e) de l'UE pour les PME contribuera aux travaux visant à rationaliser les obligations de déclaration en vue de les réduire progressivement de 25 % au niveau de l'Union.
- o) Le/La représentant(e) de l'UE pour les PME sensibilisera les PME aux aspects liés aux PME dans le cadre du programme de la Commission pour une meilleure réglementation dans le cadre d'un dialogue régulier avec le comité d'examen de la réglementation et en participant à des auditions du comité d'examen de la réglementation avec les directions générales sur les initiatives qui ont une forte incidence sur les PME. Dans ce contexte, le/la représentant(e) de l'UE pour les PME peut soulever des questions et alerter le comité sur les incidences négatives notables sur les PME, sur d'éventuelles options supplémentaires visant à les atténuer, sur la fiabilité de l'analyse coûts/avantages et sur la compétitivité et sur les activités de consultation.
- p) Le/La représentant(e) de l'UE pour les PME encouragera l'adoption appropriée de la méthode du «test PME» par les services de la Commission, en coopération avec le membre du réseau des représentants des PME qui est rapporteur pour l'amélioration de la réglementation.

Profil recherché (critères de sélection)

Les candidats doivent posséder:

Qualités personnelles

- Avoir acquis des compétences relationnelles, de plaidoyer et de négociation à haut niveau et être capable de communiquer efficacement avec toutes les parties prenantes à l'intérieur et à l'extérieur de la Commission, d'établir des relations de confiance avec elles et de représenter la Commission dans les enceintes commerciales et institutionnelles;
- Une solide réputation au sein de la communauté des PME de l'UE, de manière à être considéré comme un homologue de l'UE faisant autorité face aux représentants nationaux des PME, aux organisations professionnelles et aux autres partenaires concernés serait un atout souhaitable.

Compétences spécialisées et expérience

- Une compréhension approfondie des principaux moteurs de l'activité entrepreneuriale, des possibilités en matière de croissance et d'innovation des entreprises ainsi que des contraintes qui y sont associées, étant donné qu'ils concernent les PME dans l'économie européenne moderne.
- Une connaissance approfondie des défis administratifs auxquels sont confrontées les PME pour garantir le respect de la politique et de la législation de l'UE;
- Une expérience en matière de protection et de défense des intérêts des PME, par exemple par l'intermédiaire de réseaux commerciaux ou institutionnels spécialisés;
- Une bonne connaissance ou expérience du travail des administrations publiques européennes et/ou nationales, y compris en ce qui concerne le processus décisionnel et l'élaboration des politiques de l'UE;
- Une expérience professionnelle ou entrepreneuriale ou une expérience universitaire dans le domaine des PME ou de la politique industrielle constitueraient un atout.

Compétences de conseil

- Une aptitude avérée à fournir des orientations et des conseils stratégiques sur l'amélioration des conditions d'activité et sur l'élaboration des politiques et la législation au plus haut niveau dans le domaine de la politique industrielle, de l'entrepreneuriat et des PME;
- Une capacité avérée de conseiller sur la mise en œuvre et la rationalisation de la politique en faveur des PME et de fournir des orientations sur le soutien aux PME lors de l'introduction progressive de la nouvelle législation;
- Une capacité d'analyser, d'évaluer et de rendre compte de l'impact (potentiel) des initiatives stratégiques et de la législation sur les PME et de formuler des recommandations et des propositions solides.

Conditions essentielles (critères d'admission)

Seront pris en considération pour la phase de sélection uniquement les candidats qui, **à la date limite de dépôt des candidatures**, satisferont aux critères formels suivants:

- Nationalité: les candidats doivent être ressortissants de l'un des États membres de l'Union européenne.
- Titre ou diplôme universitaire: les candidats doivent justifier:
 - soit d'un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme, si la durée normale desdites études est de 4 années ou plus;
 - soit d'un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme et d'une expérience professionnelle pertinente d'au moins 1 an, si la durée normale desdites études est de 3 années ou plus (cette année d'expérience professionnelle ne peut être incluse dans l'expérience professionnelle postuniversitaire requise ci-dessous).
- Expérience professionnelle: les candidats doivent justifier d'au moins 15 années d'expérience professionnelle postuniversitaire¹ à un niveau correspondant aux qualifications précitées.
- Expérience en matière de conseil: au moins 5 années d'expérience professionnelle postuniversitaire doivent avoir été acquises à un poste de conseil de haut niveau.
- Langues: les candidats doivent avoir une connaissance approfondie de l'une des langues officielles de l'Union européenne² et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues officielles. Des jurys de sélection vérifieront lors de l'entretien ou des entretiens si les candidats satisfont à l'exigence d'une connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle de l'Union européenne. Pour ce faire, ils pourront notamment mener (une partie de) l'entretien dans cette autre langue.
- Limite d'âge: les candidats ne doivent pas encore avoir atteint l'âge normal de la retraite, qui correspond, pour les agents temporaires de l'Union européenne, au dernier jour du mois durant lequel ils atteignent l'âge de 66 ans [voir article 47, point a), du régime applicable aux autres agents de l'Union européenne³].

¹ L'expérience professionnelle n'est prise en considération que si elle constitue une véritable relation professionnelle définie comme un travail existant et réel, rémunéré, avec un statut de salarié (tout type de contrat) ou de prestataire de services. Les activités professionnelles à temps partiel font l'objet d'un calcul au prorata, sur la base du pourcentage des heures travaillées à temps plein, attesté par un certificat. Le congé de maternité/congé parental/congé d'adoption n'est pris en considération que s'il s'inscrit dans le cadre d'un contrat de travail. Les doctorats, même non rémunérés, sont assimilés à une expérience professionnelle pour une durée maximale de trois ans, à condition que la formation doctorale ait été achevée avec succès. Une même période ne peut être comptée qu'une seule fois.

² <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:01958R0001-20130701&qid=1408533709461&from=FRhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A01958R0001-20130701>

³ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A01962R0031-20140701>

Sélection et nomination

La sélection et la nomination se dérouleront conformément aux procédures de sélection et de recrutement de la Commission européenne (voir le document sur la politique concernant le personnel d'encadrement supérieur⁴).

Dans le cadre de cette procédure de sélection, la Commission européenne met en place un jury de présélection. Ce jury examine toutes les candidatures, procède à une première vérification de l'admissibilité et détermine quels candidats répondent le mieux au profil recherché au regard des critères de sélection précités et qui peuvent être invités à un entretien avec le jury de présélection.

À l'issue de ces entretiens, le jury de présélection établit ses conclusions et propose une liste de candidats à convoquer à un autre entretien avec le comité consultatif des nominations (CCN) de la Commission européenne. À la lumière des conclusions du jury de présélection, le CCN choisit les candidats qui seront conviés à un entretien.

Les candidats convoqués à un entretien avec le CCN participent à une journée complète d'épreuves visant à évaluer leurs aptitudes d'encadrement, organisées par des consultants en recrutement externes (procédure du «centre d'évaluation»). Sur la base des résultats des entretiens et du rapport du centre d'évaluation, le CCN établit une liste restreinte de candidats qu'il estime aptes à exercer la fonction.

Les candidats figurant sur la liste restreinte du CCN seront invités à un entretien avec le ou les membres de la Commission concernés.

À l'issue de ces entretiens, la Commission européenne prend la décision de nomination.

Le/la candidat(e) retenu(e) doit être en situation régulière au regard de toutes les obligations imposées par la loi en matière de service militaire, offrir les garanties de moralité requises pour l'exercice de ses fonctions et être physiquement apte à exercer ces fonctions.

Le/la candidat(e) retenu(e) devra disposer d'une habilitation de sécurité valide, délivrée par son autorité nationale de sécurité, ou être en mesure d'en obtenir une. Une habilitation de sécurité personnelle est une décision administrative qui intervient à l'issue d'une enquête de sécurité menée par l'autorité nationale de sécurité compétente pour la personne concernée, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur en matière de sécurité nationale, et qui certifie que ladite personne peut être autorisée à accéder à des informations classifiées jusqu'à un niveau donné. [Il convient de noter que la procédure nécessaire pour l'obtention d'une habilitation de sécurité ne peut être engagée qu'à la demande de l'employeur, et non par le/la candidat(e)].

Le/la candidat(e) ne pourra accéder aux informations classifiées de l'UE (ICUE) au niveau CONFIDENTIEL UE/EU CONFIDENTIAL ou à un niveau supérieur, et assister aux réunions durant lesquelles de telles ICUE sont examinées, qu'une fois l'habilitation de sécurité personnelle accordée par l'État membre concerné et la procédure d'habilitation achevée par la note d'information de la direction de la sécurité de la Commission européenne légalement exigée.

Égalité des chances

Conformément à l'article 1^{er} *quinquies* du statut, la Commission européenne poursuit un objectif stratégique consistant à parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes à tous les niveaux de

⁴ https://commission.europa.eu/jobs-european-commission/job-opportunities/managers-european-commission_en#documents (disponible uniquement en anglais).

l'encadrement d'ici la fin de son mandat actuel et applique une politique d'égalité des chances encourageant les candidatures susceptibles de contribuer à une plus grande diversité, à l'égalité hommes-femmes et à l'équilibre géographique global.

Conditions d'emploi

La rémunération et les conditions d'emploi sont prévues par le régime applicable aux autres agents de l'Union européenne.

Le/la candidat(e) retenu(e) sera recruté(e) par la Commission européenne en tant qu'agent temporaire au grade AD15. Il/elle sera classé(e) à l'échelon 1 ou 2 de ce grade en fonction de la durée de son expérience professionnelle.

Il/elle sera nommé(e) pour une période initiale de quatre ans, qui pourra être prolongée d'une durée maximale de deux ans.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que tout nouveau membre du personnel est tenu d'accomplir avec succès une période probatoire de neuf mois, en vertu du régime applicable aux autres agents de l'Union européenne.

Le lieu d'affectation est Bruxelles, Belgique.

Indépendance et déclaration d'intérêt

Au cours de la procédure de sélection, les candidats seront tenus de présenter une déclaration par laquelle il/elle s'engage à agir en toute indépendance dans l'intérêt général, ainsi qu'une déclaration relative aux intérêts qui pourraient être considérés comme portant atteinte à son indépendance.

Informations importantes pour les candidats

Il est rappelé aux candidats que les travaux des jurys de sélection sont confidentiels. Il est interdit aux candidats d'entrer en contact direct ou indirect avec leurs membres ou à quiconque de le faire en leur nom. Toutes les questions doivent être adressées au secrétariat du jury compétent.

Protection des données à caractère personnel

La Commission veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil⁵. Cela vaut en particulier pour la confidentialité et la sécurité de ces données.

Procédure de dépôt des candidatures

⁵ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).

Avant de présenter votre candidature, vous êtes invité(e) à vérifier soigneusement si vous remplissez tous les critères d'admission («Conditions essentielles»), notamment en ce qui concerne le type de diplôme, l'expérience professionnelle de haut niveau et les capacités linguistiques demandées. Tout(e) candidat(e) ne pouvant satisfaire à l'un ou l'autre des critères d'admission se verra automatiquement exclu(e) de la procédure de sélection.

Si vous décidez de postuler, vous devez vous inscrire par l'internet sur le site suivant et suivre les instructions relatives aux différentes étapes de la procédure:

https://ec.europa.eu/dgs/human-resources/seniormanagementvacancies/CV_Encadext/index.cfm?fuseaction=premierAcces

Vous devez disposer d'une adresse de courrier électronique valide. Celle-ci servira à confirmer votre inscription et à garder le contact avec vous au cours des différentes étapes de la procédure de sélection. Vous êtes dès lors prié(e) de signaler à la Commission européenne toute modification de votre adresse électronique.

Pour procéder à votre inscription, vous devez télécharger un curriculum vitae au format PDF, de préférence en utilisant le modèle de CV Europass⁶, et rédiger en ligne une lettre de motivation (8 000 caractères au maximum). Votre curriculum vitae et votre lettre de motivation peuvent être rédigés dans n'importe quelle langue officielle de l'Union européenne.

Il est dans votre intérêt de veiller à ce que votre candidature soit exacte, complète et fidèle à la réalité.

À l'issue de la procédure d'inscription en ligne, vous recevrez un courrier électronique confirmant que votre candidature a été enregistrée. **Si vous ne recevez pas de message électronique de confirmation, cela signifie que votre candidature n'a pas été enregistrée!**

Veuillez noter qu'il n'est pas possible de suivre en ligne les étapes du traitement de votre candidature. Toute information concernant le statut de votre candidature vous sera communiquée directement par la Commission européenne.

Les candidatures transmises par courrier électronique ne seront pas acceptées. Pour tout renseignement complémentaire et/ou en cas de difficultés techniques, veuillez vous adresser par courrier électronique à:
HR-MANAGEMENT-ONLINE@ec.europa.eu

Il vous incombe de procéder à votre inscription en ligne dans les délais. Il est vivement recommandé de ne pas attendre les derniers jours pour déposer votre candidature, car un encombrement des lignes ou une défaillance de la connexion internet pourraient faire avorter l'opération et vous obliger à la recommencer intégralement. Une fois le délai d'inscription expiré, il ne vous sera plus possible de saisir des données. Les inscriptions tardives ne seront pas acceptées.

Date limite de dépôt des candidatures

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **25 octobre 2023 à 12 h 00 (midi), heure de Bruxelles**. L'inscription en ligne ne sera plus possible après cette date.

⁶ Vous trouverez des informations sur la manière de créer votre CV Europass en ligne à l'adresse suivante:
<https://europa.eu/europass/fr/create-europass-cv>

